LES ENJEUX

RÉGLEMENTATION

BR1 Infinite : jeu de tir payé au kill

Antoine DUGAST
Publié le 11 août 2026 . Lecture estimée : 6 min

Si nous cherchions une illustration d'offre de jeu d'argent illégal diffusée massivement en France sur les réseaux sociaux, BR1 Infinite et le X de Elon Musk nous en a donné un exemple éclatant.

Le jeu s'appelle BR1 Infinite. Il est édité par Bravo Ready, studio installé à Montréal.

Le joueur verse 1 USDC pour apparaître sur la carte. Il touche 1 USDC par adversaire abattu. Les serveurs sont segmentés par niveau de mise, d'un mode gratuit à 10 dollars la réapparition.

Mourir efface la mise d'entrée et le butin ramassé pendant la session. Atteindre le point d'extraction sécurise les gains.

La page produit du studio détaille le prélèvement. Bravo Ready retient entre 10 et 25% des gains selon le personnage NFT détenu par le joueur. Un porteur d'Ape conserve 90% de ses gains, un porteur de Droid 85%, un joueur sans NFT 75%.

Le studio revendique plus de 100 000 dollars reversés et 150 000 préinscriptions. Aucun de ces deux chiffres n'est documenté publiquement.

BR1 Infinite retweeté par FrenchRapUS

Le catalogue Bravo Ready

La page Ecosystem de bravoready.com, consultée le 8 août 2026, énumère les produits du studio, et démontre que le format n'est pas qu'une innovation naïve mais bien un business model prémédité par des professionnels du gambling.

Clutch Casino.

Thrillzz. Décrit par Bravo Ready comme une plateforme mobile d'argent réel où les joueurs s'affrontent sur des jeux d'adresse pour des prix en cash. Disponible sur l'App Store.

Slabz. Arcade d'ouverture de packs numériques. 8 millions de dollars de revenus revendiqués. Le studio en décrit l'attrait comme le frisson de l'ouverture et la chasse aux pièces rares.

Cambria. Jeu web3 clos sur une valorisation de 6 millions de dollars, 10 millions de dollars de revenus revendiqués.

Honeyland. Univers mobile familial, plus de 100 000 téléchargements sur l'App Store, acquis par Bravo Ready le 10 juillet 2025.

BR1: Infinite. Présenté par le studio comme le premier extraction shooter en argent réel.

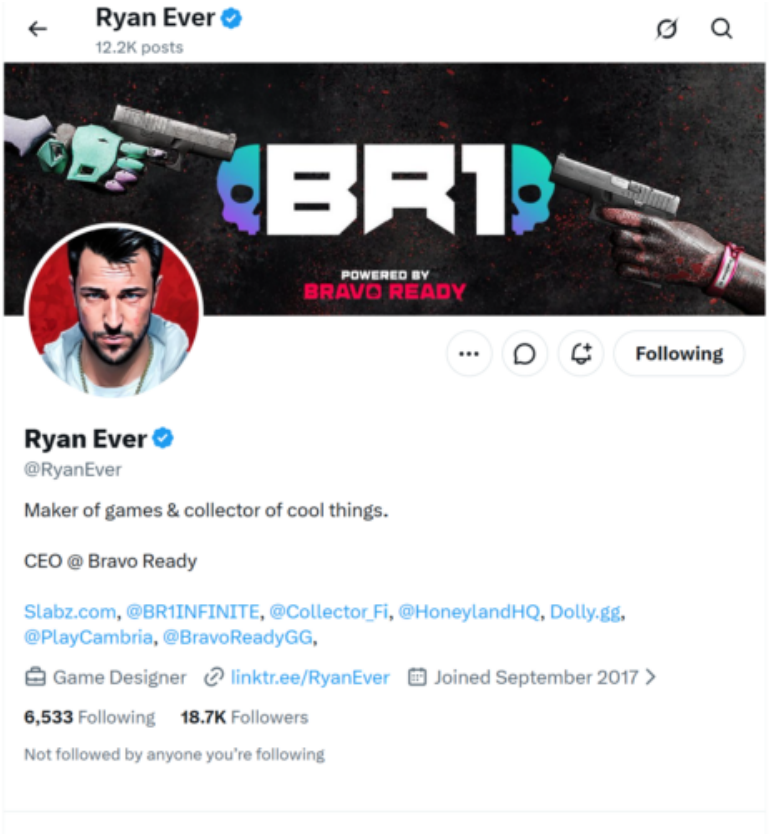
Bravo Ready écrit par ailleurs sur cette page que BR1 démontre que l'adresse peut payer.

Les investisseurs et et le dirigeant

Bravo Ready a bouclé une levée d'amorçage de 3 millions de dollars annoncée le 11 juillet 2022. Y figurent Solana Ventures, 6th Man Ventures, Sino Global Capital, Shima Capital et Justin Kan, cofondateur de Twitch.

Le communiqué du 30 mars 2023 annonçant l'entrée de Magic Eden au capital cite également Krafton, propriétaire de PUBG, parmi les investisseurs du studio. Krafton n'a pas communiqué séparément sur cet investissement.

Les communiqués publiés par Bravo Ready depuis 2022 nomment son PDG et cofondateur Evan Ryer. Le compte X vérifié qui relaie les annonces du jeu, 18 700 abonnés, se présente sous le nom Ryan Ever et affiche en biographie la fonction de PDG de Bravo Ready. La rédaction des Enjeux n'a pas établi s'il s'agit d'un nom d'usage.



L'homme derrière BR1 Infinite

L'article L. 320-1 protège de ces dérives

Le code de la sécurité intérieure pose un principe de prohibition des jeux d'argent et de hasard, assorti d'exceptions limitativement énumérées. Quatre éléments cumulatifs caractérisent le jeu prohibé : une offre au public, un sacrifice financier du joueur, une espérance de gain, l'intervention du hasard même partielle.

Offre au public : l'inscription est ouverte, le jeu est référencé sur l'Epic Games Store.

Sacrifice financier : 1 USDC par réapparition, non remboursable.

Espérance de gain : 1 USDC par élimination, retirable.

Hasard : l'appariement des adversaires, la position d'apparition et la répartition du butin échappent au contrôle du joueur.

La jurisprudence retient l'aléa dès lors qu'il intervient, y compris de façon accessoire. Le poker relève d'un régime d'agrément depuis la loi du 12 mai 2010 alors que le savoir-faire y domine largement.

Aucune décision, mise en demeure ou communication publique de l'Autorité nationale des jeux visant Bravo Ready ou BR1: Infinite n'était identifiable au 8 août 2026.

Grille d'exposition pénale

Les développements qui suivent décrivent un risque théorique. Aucune procédure n'est ouverte à la connaissance de la rédaction des Enjeux, et la qualification de l'offre relève des seules autorités compétentes.

Exploitant, personne physique. L'article L. 324-1 du code de la sécurité intérieure punit de 3 ans d'emprisonnement et de 90 000 euros d'amende le fait d'accomplir ou de faire accomplir des opérations de jeux d'argent et de hasard en violation de l'article L. 320-1. Les peines passent à 7 ans et 200 000 euros en bande organisée.

Exploitant, personne morale. La responsabilité pénale des sociétés est engagée dans les conditions de l'article 121-2 du code pénal. Le taux maximum de l'amende est porté au quintuple de celui prévu pour les personnes physiques, en application de l'article 131-38.

Diffuseur et promoteur. L'article L. 324-3 punit de 100 000 euros d'amende le fait d'émettre ou de distribuer des supports de jeux d'argent et de hasard prohibés, ou de concourir à cette émission. Le tribunal peut porter l'amende au quadruple des dépenses publicitaires consacrées à l'opération illégale.

Les propriétaires du compte FrenchRapUS encoureraient donc une lourde amende.

Blocage administratif. L'ANJ peut faire cesser l'accès à un site de jeux non autorisé sans passer par le juge pénal. Le régulateur a bloqué 1 290 URL en 2025.

Le précédent Polymarket

L'ANJ a ordonné aux fournisseurs d'accès de bloquer Polymarket le 16 juillet 2026. Le régulateur suivait le dossier depuis novembre 2024.

Le motif retenu concerne directement la question publicitaire. La page d'accueil affichant les cotes en temps réel a été qualifiée de vecteur majeur de promotion. La rédaction des Enjeux avait détaillé la base légale mobilisée, puis relevé en juillet 2026 l'exposition publicitaire d'ADI Predictstreet pendant le Mondial.

Vingt mois séparent la première alerte du blocage effectif.

3,4 millions de vues

BR1: Infinite n'affiche aucune vérification d'âge à l'entrée, aucun contrôle d'identité, aucun plafond de mise, aucune limite de perte et aucun message de mise en garde. Ces obligations pèsent sur les opérateurs agréés en France et sur les entreprises déclarées au titre des JONUM.

Le compteur du post publié le 7 août 2026 tourne depuis 24 heures dans la torpeur du mois d'aout.